

CSI-Afrique - 2^{ième} congrès ordinaire, Abuja – 24-26 Octobre 2011

Activité Pré-Congrès du 23 octobre 2011– Atelier sur le thème «La crise financière mondiale : une approche de solutions pour un développement durable»

1. Contexte et justification

Malgré la mise en œuvre de différentes politiques de développement depuis de nombreuses années et la bonne dotation en ressources naturelles du continent (diamant, or, pétrole, uranium, zinc, bois, coton, café, cacao, thé, etc.), la plupart des pays d'Afrique sont toujours confrontés à des problèmes de développement majeurs, qui constituent des obstacles à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Par ailleurs, la crise internationale qui a commencé en 2007 continue d'avoir des effets néfastes extrêmes sur les populations en Afrique.

La CSI-Afrique observe encore une fois que cette crise qui a commencé aux Etats-Unis d'Amérique et dans les autres pays industrialisés trouve ses racines dans les relations d'exploitation et les contradictions néolibérales du modèle capitaliste qui a été imposé aux pays en développement pendant les trois dernières décennies. Cette crise continue d'aggraver les différentes crises alimentaires, énergétiques, climatiques et de gouvernance qui assaillent déjà l'Afrique et qui ont pour conséquence l'augmentation de la précarité et de la pauvreté. Même s'il y a des signes de reprise au niveau de certains pays du continent grâce à la relance des prix à l'exportation, l'Afrique ne s'est toujours pas encore relevée de la chute des revenus, des réserves et de toutes les activités économiques avec leur corolaire de perte d'emploi et de coupes drastiques dans les programmes sociaux. En outre, l'Afrique est toujours menacée par une autre forme de crise dévastatrice, celle de l'endettement.

La CSI-Afrique constate avec inquiétude que les réponses à la crise sont toujours dominées par les pays puissants du monde, regroupés au sein du G20, qui protègent leurs intérêts au détriment des intérêts de développement de l'Afrique. De plus, les gouvernements Africains n'ont pas été en mesure ni de focaliser leur attention de façon systématique sur le plan continental et international, sur les questions systémiques qui déterminent la crise en Afrique, ni de prêter attention aux contradictions systémiques et à la fragmentation économique interne née de la dépendance des économies Africaines vis-à-vis de l'exportation des produits de première nécessité.

La CSI-Afrique tenant compte de l'inefficacité du modèle néolibérale basé sur le dogme de la déréglementation et de la libéralisation de tous les secteurs du marché et de l'échec des politiques de développement des cinquante dernières années appelle à des réflexions et actions pour la mise en place dans les pays africains de stratégies de développement porteuses et capables d'opérer un changement tangible de la situation socioéconomique en vue d'une amélioration significative des conditions de travail et vie des peuples d'Afrique. Pour cela un changement de paradigme s'avère

nécessaire avec l'élaboration et la mise en application d'un modèle africain. Un tel modèle tirant les leçons de l'histoire économique récente de l'Afrique et s'inspirant des expériences d'autres régions (Asie, Amérique latine et Europe du nord notamment), doit s'adapter au contexte socioéconomique et culturel du continent. Les stratégies de développement découlant de ce nouveau paradigme et basées sur un tel modèle doivent - être axées sur des visions de long terme de 10 à 30 ans avec des plans quinquennaux de développement, et sur les besoins et les priorités des peuples Africains - assigner un rôle central à l'Etat tout en reconnaissant au marché sa place - œuvrer pour la création et le maintien d'un environnement sociopolitique propice au développement - et promouvoir l'intégration régionale.

Dans ce contexte, la CSI-Afrique a déjà organisé deux forums sur la crise, un atelier sur le nouveau modèle de développement et un forum de la rentrée syndicale. Toutes ces actions ont été traduites par des conclusions et recommandations.

2. Objectifs

L'objectif principal visé par l'atelier est d'offrir aux leaders syndicaux africains un cadre pour réfléchir sur les stratégies de sortie de crise dans l'optique de la mise en œuvre d'un modèle alternatif de développement pour l'Afrique.

Les objectifs spécifiques qui en découlent sont les suivants :

- Discuter sur les enjeux et défis de développement auxquels sont confrontés les pays africains
- Dégager les axes stratégiques relatifs à l'industrialisation, à l'intégration régionale, à la promotion de l'agriculture et des services en Afrique en vue d'un développement durable
- Dégager une feuille de route pour la mise en œuvre des axes stratégiques identifiés

3. Format

L'atelier sera un lieu d'échanges, de partage d'informations et de réflexion. Il va se dérouler sur un jour autour de deux principales sessions avec les thèmes suivants :

- Les enjeux et défis de développement de l'Afrique ;
- Les stratégies de promotion de l'industrialisation, de l'intégration régionale, de l'agriculture et des services pour un développement durable en Afrique.

4. Groupe Cible

L'auditoire visé est constitué par les leaders et responsables syndicaux des organisations nationales affiliées à la CSI-Afrique et de ses instances. Il s'agit en l'occurrence :

- des Présidents et Secrétaires Généraux des centrales syndicales affiliées;
- des cadres techniques du Secrétariat.

Outre les membres du Secrétariat et des personnes ressources, une vingtaine de leaders syndicaux membres des organisations affiliées de la CSI-Afrique seraient parties prenantes de l'atelier. Il s'agit de : Afrique du Sud (COSATU) - Bénin (CSA) - Bénin (UNSTB) - Burkina Faso (CSB) - RCA (USTC) - Erythrée (NCEW) - Gabon (COSYGA) - Ghana (GTUC) - Guinée (USTG) - Liberia (LLC) - Madagascar (SEKRIMA) - Mali (UNTM) - Maroc (UGTM) - Îles Maurice (NTUC) - Mauritanie (CGTM) - Rwanda (COTRAF) - Sénégal (CSA) - Tchad (CLT) - Togo (UNSI) - Tunisie (UGTT)

5. Le budget

Le budget de cette activité s'élève à trente mille neuf cent soixante quinze Euros (30.975 €) et se décompose comme suit :

Global Crisis : Exiting towards sustainable Development
Abuja, 23 October 2011

No.	Particulars	Amount in CFA	Amount in €	No. People	Days	EURO
I.	Air fares for participants					
	ITUC-Africa	389 600	593,94			594
	Congo Braza - CSC (P)	300 000	457,35			457
	Togo - CNTT (P)	389 600	593,94			594
	Tunisia - UGTT (P)	518 300	790,14			790
	Uganda - NOTU (P)	481 300	733,74			734
	Zambia - ZCTU (P)	493 600	752,49			752
	Tanzania - Andrew Kaleimbo	577 600	880,55			881
	Ghana - GTUC	367 300	559,95			560
	Nigeria - NLC	200 000	304,90			305
	South Africa - COSATU (P)	573 200	873,84			874
	CAR - USTC (P)	400 000	609,80			610
	Chad - CLTT (P)	400 000	609,80			610
	Eritrea - NCEW (P)	781 800	1 191,85			1 192
	Guinea - ONSLG (P)	350 000	533,57			534
	Liberia -LLC (P)	350 000	533,57			534
	Mauritania - UTM (P)	689 500	1 051,14			1 051
	Sierra Leone - CCTO (P)	300 000	457,35			457
	Zimbabwe - ZCTU (P)	500 000	762,25			762
	Benin - CSA (P)	300 000	457,35			457
	DRC -UNTC (P)	400 000	609,80			610
						13 357
	Transit expenses @10%					1 336
	Local Transport		50	20		1 000
	Sub-total I. (Air fares)			20		15 693
II.	Accomodation and Food					
	Hotel Accomodation		150	20	1	3 000
	Dinner & Incidental allowance		30	20	2	1 200
	Tea/Coffe/Water/Snacks and Lunch		40	30	1	1 200
	Sub-total III.					5 400
III.	Organisation Cost					
	Hall Hire					700
	Interpretation		300	3		900
	Hire of Interpretation Equip.					700
	Documentation, Stationery..					500
	Admistration & coordination					200
	Honorarium for Resource Person					300
	Sub-total III. (Organisation Cost)					3 300

	TOTAL (I+II+III)					24 393
	Contigency & Administrative cost 5%					1 220
	Grand total					25 613